



Conseil économique et social

Distr. limitée
27 juillet 2000
Français
Original: anglais

Session de fond de 2000

New York, 5 juillet-1er août 2000

Point 13 a) de l'ordre du jour

Questions relatives à l'économie

et à l'environnement : développement durable

**Projet de résolution présenté par le Vice-Président,
Martin Belinga-Eboutou (Cameroun), à l'issue de consultations officielles**

Rapport du Comité des politiques de développement

Le Conseil économique et social,

Rappelant l'annexe I.B de sa résolution 1998/46 en date du 31 juillet 1998, dans laquelle il décidait qu'il devrait arrêter le programme de travail du Comité des politiques de développement,

Rappelant également ses résolutions 1998/39 du 30 juillet 1998 sur le classement des pays les moins avancés et 1999/67 du 16 décembre 1999 sur le rapport du Comité des politiques de développement, ainsi que sa décision 1999/290 du 26 octobre 1999 sur la radiation de la République des Maldives de la liste des pays les moins avancés,

Rappelant les résolutions 46/206 et 52/210 de l'Assemblée générale en date, respectivement, des 20 décembre 1991 et 18 décembre 1997,

Se félicitant de l'exposé fait par le Président et d'autres membres du Bureau du Comité des politiques de développement ainsi que du rapport du Comité sur les travaux de sa deuxième session¹, notamment son analyse du rôle des technologies et du développement de l'information et ses suggestions concernant une stratégie internationale du développement pour la première décennie du nouveau millénaire,

Notant que le rapport demandé au Secrétariat et à la CNUCED sur les avantages effectifs que les pays les moins avancés pourraient retirer de leur inscription sur la liste des pays en question² et des incidences pratiques des mesures prises en fa-

¹ Documents officiels du Conseil économique et social, 2000, Supplément No 13 (E/2000/33).

² Voir Documents officiels du Conseil économique et social, 1997, Supplément No 15 (E/1997/35), par. 239.

veur des pays les moins avancés³ n'a pas encore été mis à la disposition du Comité des politiques de développement,

Ayant examiné la lettre datée du 22 juillet 2000, adressée au Président du Conseil économique et social par le Président des Maldives⁴,

Ayant également examiné le mémorandum présenté par le Gouvernement des Maldives⁵,

Prenant note des paragraphes 65 et 66 du rapport de la Réunion du Groupe d'experts sur les essais et simulations concernant l'Indice de vulnérabilité économique figurant en annexe au rapport du Comité⁶,

1. *Fait sienne* la recommandation du Comité des politiques de développement visant à inscrire le Sénégal sur la liste des pays les moins avancés, sous réserve de l'accord du Gouvernement sénégalais;

2. *Décide* de reporter à sa prochaine session de fond l'examen de la recommandation visant à radier les Maldives de la liste des pays les moins avancés et prie le Comité de réexaminer à sa troisième session sa recommandation à cet égard en tenant compte notamment des rapports mentionnés aux paragraphes 3 et 4 de la présente résolution et du mémorandum soumis par le Gouvernement des Maldives⁵;

3. *Prie* le Secrétaire général, dans le cadre de la recommandation faite par le Comité, de radier les Maldives de la liste des pays les moins avancés, de faire rapport sur les progrès réalisés dans l'application du paragraphe 4 de la résolution 46/206 de l'Assemblée générale et de faire des recommandations sur les mesures supplémentaires susceptibles d'être prises pour ménager aux pays sortant de la catégorie des pays les moins avancés une transition sans heurt;

4. *Attend avec impatience* la publication du rapport établi par la CNUCED sur les bénéfices effectifs que peuvent retirer les pays les moins avancés de leur inscription sur la liste des pays en question et les incidences pratiques des mesures prises en faveur des pays les moins avancés et prie la CNUCED d'inclure dans ce rapport une évaluation des incidences de la radiation des Maldives;

5. *Réaffirme* l'importance des consultations avec les États Membres concernés pour ce qui est de l'établissement et de l'utilisation des profils de vulnérabilité des pays ainsi que la nécessité de faire régulièrement preuve de transparence, d'objectivité et de rigueur dans ces processus;

6. *Prie* la CNUCED de tenir compte des recommandations du Groupe d'experts du Comité concernant le fond et la forme des futurs profils de vulnérabilité;

7. *Prend note avec intérêt* des critères révisés permettant l'identification des pays les moins avancés présentés par le Comité des politiques de développement dans son rapport et prie le Comité de poursuivre ses travaux sur la méthodologie à utiliser pour identifier les pays les moins avancés et, le cas échéant, en collaboration avec d'autres organisations internationales s'occupant des questions de vulnérabilité

³ Ibid., 1998, *Supplément No 14* (E/1998/34), par. 175.

⁴ Voir E/2000/97.

⁵ Voir E/2000/104.

⁶ *Documents officiels du Conseil économique et social, 2000, Supplément No 13* (E/2000/33), annexe I.

économique et écologique, de lui faire rapport en 2002 sur les critères qu'il propose d'utiliser lors de l'examen triennal de la liste prévu pour 2003;

8. *Prie également* le Comité, à sa troisième session, d'examiner le thème retenu pour le débat de haut niveau du Conseil économique et social à sa session de fond de 2001 et de faire des recommandations à ce sujet;

9. *Se félicite* des propositions faites par le Comité concernant son futur programme de travail;

10. *Invite* le Président et, selon qu'il conviendra, d'autres membres du Comité à poursuivre la pratique consistant à faire rapport oralement au Conseil sur les travaux du Comité.
